



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-25546>

Département(s) de publication : **06**

Annonce n° **24-25546**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Fourniture et pose de mobiliers de stationnement vélos et trottinettes, stations de gonflage et de réparation sur le territoire des Alpes-Maritimes

**Description** : Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la pose de mobiliers neufs de stationnement pour vélos et trottinettes, ainsi que de stations de gonflage et de réparation vélos, sur le territoire des Alpes-Maritimes (espaces publics, collèges et autres sites départementaux).

**Identifiant de la procédure** : 89e3924c-de0b-48c9-a55f-f055eee399ef

**Identifiant interne** : 2023A0425

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )**: 34928400 Mobilier urbain

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 1,400,000 EUR

#### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires** : Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat.  
Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

#### **Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.5 Conditions du marché public

##### **Conditions de présentation :**

**Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2**

**Le soumissionnaire doit présenter une offre pour l'ensemble des lots**

##### **Conditions du marché :**

**Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire dans le cadre de marchés : 2**

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Faillite : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Corruption : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Concordat : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Participation à une organisation criminelle : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Fraude : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Insolvabilité : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Biens administrés par un liquidateur : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Coupable d'une faute professionnelle grave : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

État de cessation d'activités : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Paiement d'impôts et taxes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Se référer aux articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande publique et au Règlement de la consultation

## **Section 5 - Lot**

**5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001**

**Titre : Lot n°1 Fourniture et pose d'arceaux vélo et trottinettes**

**Description :** Fourniture et pose d'arceaux vélo et trottinettes

**Identifiant interne :** 242023A0425L01

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv ):** 34928400 Mobilier urbain

**Options :**

**Description des options :** Accord-cadre sans minimum d'un montant maximum de 250 000 € HT par période de 12 mois, reconductible 3 fois par période de 12 mois pour les mêmes montants, soit une durée maximale de 48 mois.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 48 MONTH

#### 5.1.4 Renouvellement

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** Se référer aux documents de la consultation

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 1,000,000 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 1,000,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale :** La prévention et la réduction de la pollution

**Critères marchés publics écologiques :** Critères applicables aux marchés publics écologiques nationaux

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Se référer au règlement de la consultation.

**Utilisation de ce critère :** Utilisé

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Critère :**

**Type :** Qualité

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://marches-securises.fr/>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 02/04/2024 à 15:30

**Date limite de validité de l'offre :** 120 DAY

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Pas encore connu

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Informations relatives aux délais de recours :** Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui traite les offres :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

#### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

**Titre :** Lot n°2 Fourniture et pose de stations de gonflage et de réparation

**Description :** Fourniture et pose de stations de gonflage et de réparation

**Identifiant interne :** 242023A425L02

##### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv ):** 34928400 Mobilier urbain

**Options :**

**Description des options :** Accord-cadre sans minimum d'un montant maximum de 100 000 € HT par période de 12 mois, reconductible 3 fois par période de 12 mois pour les mêmes montants, soit une durée maximale de 48 mois.

##### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

##### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 48 MONTH

##### 5.1.4 Renouvellement

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** Se référer aux documents de la consultation

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 400,000 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 400,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)**

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : La prévention et la réduction de la pollution

**Critères marchés publics écologiques** : Critères applicables aux marchés publics écologiques nationaux

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère** :

**Type** : Capacité économique et financière

**Description** : Se référer au règlement de la consultation.

**Utilisation de ce critère** : Utilisé

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère** :

**Type** : Prix

**Critère** :

**Type** : Qualité

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché** : <https://marches-securises.fr/>,

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches-securises.fr/>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)**

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 02/04/2024 à 15:30

**Date limite de validité de l'offre :** 120 DAY

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Pas encore connu

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

**Informations relatives aux délais de recours :** Recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la publication ou notification de la décision attaquée et jusqu'à la signature du contrat. Référé pré contractuel : possible jusqu'à la signature du marché. Référé contractuel : en application de l'art R 551-7 du code de justice administrative. Recours de plein contentieux : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, avec remise en concurrence

**Nombre maximal de participants :** 1

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Organisation qui traite les offres :** CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

## **Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : CG des A-M - Direction des Routes et des Infrastructures de Transport

**Numéro d'enregistrement** : 22060001900016

**Adresse postale** : Département des Alpes-Maritimes - Centre administratif départemental (CADAM)

**Ville** : Nice

**Code postal** : 06201

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : MARCHES@departement06.fr

**Téléphone** : +33 497186000

**Adresse internet** : <https://marches-securises.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://marches-securises.fr/>

**Profil de l'acheteur** : <https://marches-securises.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NICE (TA)

**Numéro d'enregistrement** : 17060005000026

**Adresse postale** : 18 avenue des Fleurs

**Ville** : Nice

**Code postal** : 06050

**Subdivision pays (NUTS)** : Alpes-Maritimes ( FRL03 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Tribunal administratif de Nice

**Adresse électronique** : greffe.ta-nice@juradm.fr

**Téléphone** : +33 489978600

**Adresse internet** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <http://nice.tribunal-administratif.fr/>

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : a422c23c-0025-4052-af2f-5f0bb6f8cf49 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 29/02/2024 à 16:56

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 29/02/2024